

# SUDactualités

Lettre électronique éditée par sud santé sociaux 59/62 | N° 6 | Février 2009  
84 rue de cambrai 59000 Lille mail : [sudsantesociaux.npdc@wanadoo.fr](mailto:sudsantesociaux.npdc@wanadoo.fr)

---

## Spécial 19 Février 2009

### Sommaire

La Bataille de la convention 66

La loi Bachelot nuit gravement à la santé

Debout la psy

Un espace de convergence intersyndical est né

Communiqué de l' Union syndicale Solidaires sur les initiatives du 14, 16, 19 février 2009

**Manifestation régionale**  
**des salariés de la santé et du social public et privé**  
**19 Février 2009 Grand Place à Lille**  
**Rassemblement 13 h avec débats, animations**  
**Départ de la Manifestation à 14 h**  
**en direction de la Préfecture avec délégation**

*Tout le secteur social et sanitaire est concerné par le projet de loi Bachelot, (loi HPST). C'est l'avenir de l'action sociale et médico sociale, de l'hôpital public, et du secteur privé non commercial participant au service public, de nos emplois, de nos conditions de travail et de nos statuts qui se joue maintenant !!*

**Syndiqués non syndiqués, salariés du social , de la psy ,  
de l' hôpital général tous ensemble le 19 février à Lille !**

Le 29 Janvier les salariés du social et de la santé ont manifesté massivement avec un taux de grévistes rarement atteint. Le 12 Février a eu lieu a paris une manifestation contre la loi Bachelot à l'appel de l'intersyndicale de l'Assistance publique des hôpitaux de paris à laquelle des délégations de province et du Nord Pas de Calais se sont jointes. Le très récent rapport Couty a mis le feu aux poudres en psychiatrie où un début de réaction se développe.

**Social :** Unis et mobilisés avec le collectif syndiqués et non syndiqués « *touche pas à ma convention* » les salariés de la CC 66 ont démontré dans une grève historique et un cortège impressionnant jamais vu depuis 1966 que les patrons qui prétendent rénover la convention collective, ne pilleront pas les salaires, les congés, les acquis conventionnels. Les collectifs se

créent à travers tout le pays . La lutte continue depuis 2005 la mobilisation. Le 19 février les patrons se réunissent : le 19 février les salariés du social seront présents !

**Psychiatrie** : La nuit sécuritaire a paris a réuni « 1789 participants », qui refusent le tout sécuritaire en psychiatrie, l'enfermement infini, et qui rejettent les propositions de la mission Couty de destruction du « secteur psychiatrique », de séparation de l'activité extrahospitalière et de l'activité intra hospitalière.

**Hôpital général** : Bien avant la loi Bachelot les hôpitaux sont étranglés, la quasi-totalité des CHU de France sont en déficit, 80 % des Hôpitaux généraux sont confrontés à un plan d'économie, à des suppressions massives d'emplois invisibles, 20 000 emplois sont menacés à l'hôpital public.

**Les groupes financiers propriétaires de clinique**, (comme la Générale de Santé qui distribue sans sourciller 420 millions d'euro de profits sur la maladie et la mort à ses actionnaires), se préparent avec délectation à dévorer le gâteau offert par Bachelot et Sarkozy de la protection sociale , de la santé et du social , au prix du pillage des salaires, des congés, des RTT... et surtout au prix d'une construction toujours plus inégalitaire, plus sécuritaire de la santé et du social.

**Le 19 février nous répliquerons par l'action au Président de la République** qui cherchera le 18 à embobiner les 5 centrales dites représentatives qu'il reçoit ce jour là, qui cherchera à diviser le mouvement syndical comme il vient de le faire en refusant de recevoir 3 centrales syndicales dont Solidaires à laquelle appartient SUD santé sociaux. **Le 19 février nous répondrons aussi par la lutte au patronat** du social, des cliniques privées.

**Le 19 février à Lille dès 13 h Grand Place ! Manif 14 h**

**debout le social ! debout la psy ! debout l'hôpital !**



## La bataille de la CC 66 une mobilisation sans précédent historique !



cortège du social le 29 mars

### **NON A LA DESTRUCTION DE LA CC 66 RETRAIT TOTAL ET DEFINITIF DU PROJET PATRONAL EN PREALABLE A TOUTES DICUSSIONS**

Le 19 février 2009 les organisations patronales et les syndicats salariés dits représentatifs se rencontrent pour fixer les objectifs, les conditions et les moyens de négociations de la « rénovation » de la CC66 !

Aujourd'hui il est impossible d'affirmer que le texte patronal est retiré. Il reste l'une des bases de la future négociation pour les syndicats patronaux.

Les 12 et 29 janvier 2009, les salariés du social et travailleurs sociaux en formation, se sont mobilisés en masse, plus de 5000 à LILLE, pour rejeter en bloc le projet patronal et en demander son retrait, afin de s'opposer :

- ***A toute baisse de salaires sur l'ensemble de la carrière***
- ***A toute suppression de congés supplémentaires (CT, CA...)***
- ***A toute augmentation de la durée annuelle du temps de travail***
- ***A toute inégalité salariale par l'introduction du salaire au mérite***
- ***Etc.***

Nous appelons l'ensemble des salariés syndiqués et non syndiqués, les travailleurs sociaux en formation à maintenir la pression pour mettre en échec le projet patronal.

SUD Santé-Sociaux 59/62 soutient le Collectif Régional 59/62 syndiqués-non syndiqués « PAS TOUCHE A MA CONVENTION » et appelle à la manifestation régionale, à la grève générale des salariés du secteur social.

**Le jeudi 19 février 2009 dès 13h :**  
**Rassemblement à la Grand Place de Lille**  
**MANIFESTATION A 14H00**

Si le 4 mars la commission paritaire est maintenue, SUD Santé-Sociaux appelle à une manifestation nationale à PARIS ce jour là.

(Pour les inscriptions BUS, contactez nous alors rapidement au 06 26 76 63 16)

## La loi Bachelot nuit gravement à la santé !

**Il suffit de lire l'annonce ci-dessous pour voir que la santé et le social sont considérés comme des machines à produire du profit .**

**Sans attendre le vote de la loi, Bachelot fait appel à des chasseurs de tête pour diriger les Agences Régionales de Santé**

**Voilà une fois de plus un bien commun de la population pillé par une politique Sarkosiste aux ordres des patrons, des banquiers et des boursicoteurs de haut vol.**

Les Ministères chargés de la santé et de la solidarité recherchent les Directeurs Généraux des futures ARS

### Soyez au cœur des grands enjeux de la santé

MF de formation supérieure avec un parcours, d'au moins 15 ans, de manager de haut niveau, notamment dans le secteur de la santé, public ou privé, vous souhaitez aujourd'hui participer à un projet innovant et d'envergure ?

#### Devenez Directeur Général de l'une des 26 Agences Régionales de Santé (ARS)

Les nominations interviendront au printemps, à l'issue du vote par le Parlement de la loi "hôpital, patients, santé et territoires" qui va créer les ARS.

Ces postes, de très haute responsabilité, mettront en valeur vos qualités de :

- stratège pour la définition des priorités régionales dans le champ de la santé et du médico-social
- pilote de la mise en œuvre des politiques de santé et régulateur des dépenses sanitaires et médico-sociales de votre région
- créateur de liens et négociateur, capable d'évoluer dans un milieu complexe avec des interlocuteurs variés : élus, partenaires sociaux, acteurs du secteur sanitaire et médico-social, etc
- manager d'équipe sachant mobiliser l'énergie et le professionnalisme de 300 à 1000 collaborateurs
- pilote et organisateur du changement

Si ce défi vous intéresse, envoyez votre candidature avant le 30 janvier 2009 à : Eric SALMON&PARTNERS 144 av. des Champs Elysées 75008 Paris  
email : 85936-48090@talentprofiller.com

Logo: UNION SYNDICALE EUROPEENNE DES AGENTS DE LA SANTE

Les nominations interviendront au printemps, à l'issue du vote par le Parlement de la loi "hôpital, patients, santé et territoires" qui va créer les ARS.

de très haute responsabilité, mettront en valeur vos qualités de :

Si ce défi vous intéresse, envoyez votre candidature avant le 30 janvier 2009 à : Eric SALMON&PARTNERS 144 av. des Champs Elysées 75008 Paris  
email : 85936-48090@talentprofiller.com

Le 10 Février 2009 a débuté la discussion sur le projet de loi Bachelot, HPST, à l'Assemblée nationale. Ce projet, s'il était adopté, c'est le démantèlement de l'hôpital public et un engagement vers une privatisation complète de l'hôpital, la fin du secteur sanitaire privé à but non lucratif participant au service public, le pillage et une restructuration sans précédent du secteur social et médico social

- avec la mise en place des ARS (Agence Régionale de Santé), sur les 1035 Hôpitaux publics au plan national il n'en restera que 300 communautés hospitalières de territoire, la concentration incitative aux travers d'un sous financement du secteur social et médico social une réduction drastique du nombre d'associations,

- le directeur d'ARS "patron" pourra imposer la mobilité des personnels, sur le département ou la région, les fermetures, fusions et concentrations de structures.

- la suppression au minimum de 20 000 emplois de santé en 2009 sur le plan national ne fait que précéder une remise en cause plus large encore avec les conséquences dans le médico social ....

Le gouvernement reste sourd aux appels des syndicats de salariés, des médecins, et des usagers, il méprise les milliers de manifestants notamment ceux du 29 janvier 2009. Il continue à affirmer qu'il n'y a pas d'argent, alors qu'il distribue des dizaines de milliards aux banques.

**Alors il faut amplifier l'action, ne pas rester l'arme au pied ! Le 19 février manifestons notre colère et notre ras le bol dans l'unité des syndiqués et non syndiqués,**



## **La psy debout !**

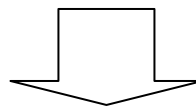
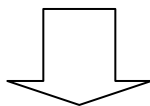
**L'appel de SUD pour la psychiatrie le 19 février :**

**Le rapport Couty taille en pièces la psychiatrie, ses pratiques et la continuité des soins:**

Le secteur et les alternatives à l'hospitalisation seront coupés des EPS avec la création de **Groupements Locaux de Coopération (GLC)** doté d'une personnalité juridique sous forme d'un GIP (groupement d'intérêt public). Ces GLC auront la responsabilité de la mise en œuvre de la politique locale de santé mentale.

Ils intégreront les CMP et structures ambulatoires (qui devront assurer une permanence 24h/24) ainsi que les structures sociales, médico-sociales, les associations d'usagers et familles de malades, les collectivités territoriales et les professionnels libéraux..

**L'hospitalisation sera géré au niveau du territoire de santé (600 000 habitants) avec un rapprochement des structures psychiatriques et somatiques... en clair, on va vers une intégration accélérée de la psy dans l'hôpital général !**



L'hôpital devra passer un contrat de partenariat avec le GLC, chargé de l'ambulatoire, d'un côté et de l'autre côté c'est l'intégration avec l'HG pour les lits d'hospitalisation en même temps que le développement des unités fermées (UMD – HO).

Toute la logique de la politique de secteur, basée sur l'importance que constitue pour une même personne la « continuité des soins est remise en cause par la mise en place de trois équipes distinctes, trois directions et règles différentes.

\*



### **HPST et rapport Couty =privatisation :**

Le rapport fait la part belle aux usagers et aux familles, qui de manière démagogique, sont utilisés pour faire « avaler » ce plan. Après avoir renforcé leur place dans l'administration des hôpitaux, pour les acheter définitivement on leur promet de multiplier les GEM (Groupe d'Entraide Mutuel)... et qui vont remplacer les CATTP. Les économies qui seront réalisées par cette destruction du secteur permettront de financer les associations avec de l'argent public et pérenne (p19).

Les associations remplaceront à terme les structures du secteur public, marquant une privatisation larvée du soin en psychiatrie. Conjugée à la place prépondérante donnée au généraliste et du psychiatre libéral, cette orientation va poser la question de la gratuité des soins en psychiatrie ambulatoire.



### **Déréglementation et transfert de tâches...**

Et pour nous faire avaler la pilule, il est recommandé des expérimentations professionnelles qu'il faut lire comme un déréglementation des actes professionnels : « *le fonctionnement des équipes doit pouvoir être défini sans référence aux réglementations professionnelles en vigueur* » (p29), pour permettre la coopération entre professionnels (en fait des transferts de tâches !).

### **Le rapport Couty c'est la chronique d'une mort annoncée !**

Déjà, des professionnels de la psy contestent le rapport Couty, par pétition (20000 signatures contre les orientations sécuritaires), lettres à la ministre ou à N. Sarkozy et organisations de plusieurs rencontres (1400 participants contre la « nuit sécuritaire »). Déjà, les syndicats ont dénoncé les orientations tant de la loi HPST que du rapport Couty.

**Pour la 1<sup>ière</sup> fois depuis les Etats Généraux de 2003, psychiatres, psychologues, infirmiers, salariés de la psy et usagers se lèvent et s'organisent pour la défense de l'hôpital et de la psychiatrie de secteur au-delà de l'esprit étroit de chapelle.**

**Nous aussi, mobilisons nous contre cette loi de marchandisation de la santé, de destruction de la psychiatrie.**

**le 19 février manif  
14h00 de la Grand Place à Lille  
à la Préfecture**

**Le 19 février dès le lendemain de la rencontre entre Sarkozy et certains syndicats, mobilisation !**

L'ensemble des salariés de la psychiatrie, de la santé et du secteur sanitaire et social public et privé sont appelés à se retrouver à Partir de 13 h Grand Place à Lille. Une manifestation partira à 14 h en direction de la Préfecture ou une demande de délégation a été déposée.

# COMMUNIQUE DE « LA NUIT SECURITAIRE »

Les 20 000 signataires de « L'appel des 39 »

étaient conviés à un meeting le samedi 7 février à « la parole errante » à Montreuil

**Près de 2 000 participants ont écouté les 39 interventions proposées Vous pouvez les écouter en podcast sur le site [www.collectifpsychiatrie.fr](http://www.collectifpsychiatrie.fr)**

## L'UNITE A ETE REALISEE CONTRE TOUS LES PROJETS ACTUELS VISANT A LA DESTRUCTION DE LA PSYCHIATRIE

En effet, psychiatres, psychologues, infirmiers, éducateurs, psychanalystes se sont relayés à la tribune pour des interventions de haute tenue : engagement, détermination, dignité ont été les maîtres mots de ce samedi historique.

Historique fut aussi la présence de responsables de partis politiques (PC, PS, NPA), et de tous les syndicats et associations (CGT, FO, SUD, CFDT, SERPSY, CEMEA).

Historique fut encore la présence de la majorité des syndicats de psychiatres.

Magistrales furent les interventions du maire de Montreuil (Dominique Voynet), des représentants de familles (UNAFAM), de la justice (S. Portelli), de l'appel des appels (R. Gori), de Jack Ralite (ancien ministre la santé), du président du conseil d'administration l'hôpital de Ville Évrard (Emmanuel Constant)

Réjouissantes encore les interventions des internes et d'étudiants en psychologie, dénonçant les conditions de formations des futurs professionnels.

Tous ont réaffirmé leur puissant refus des mesures sécuritaires qui se mettent en place après le trop fameux « discours d'Antony ».

A la tribune certains, qui avaient cru être rassurés lors de l'entrevue avec le Président de la République, ont affirmé qu'ils avaient été leurrés, comme l'a montré la publication le 22 janvier d'une circulaire scélérate mettant en oeuvre toutes les mesures sécuritaires du discours du 2 décembre !

D'autres ont également démontré les aspects iniques du rapport Couty qui pulvérise un système de soins savamment élaboré depuis des décennies.

De nombreux communiqués de soutien, d'appel à mobilisation, de témoignage n'ont pu être lus, faute de temps (notamment la PJJ, le planning familial, les hôpitaux de jour).

**Tous ont réaffirmé leur attachement profond aux valeurs qui fondent notre discipline dans le vote d'un manifeste qui, s'appuyant sur notre conception de la folie et des soins, propose des modalités d'action a même d'organiser un puissant et profond mouvement de résistance à la déshumanisation.**

# MANIFESTE POUR UN MOUVEMENT POUR LA PSYCHIATRIE

[www.collectifpsychiatrie.fr](http://www.collectifpsychiatrie.fr) site de « la nuit sécuritaire »

Il y a quelques décennies Tosquelles disait : « *sans la reconnaissance de la valeur humaine de la folie, c'est l'homme même qui disparaît* ». Pourtant, peu après le tournant du siècle, l'Etat, mettant en pièce le fondement démocratique de son assise, fit tomber sur le pays une lourde nuit sécuritaire laissant l'épaisseur de l'histoire ensevelir le travail de ceux, Bonnafé, Le Guillant, Daumézon, Tosquelles, Lacan, Paumelle, Lainé et d'autres, dont nos générations ont hérité du travail magnifique. Ils avaient fait de leur pratique oeuvre de libération des fécondités dont la folie est porteuse, oeuvre de libération aussi de la pensée de tous, rendant au peuple son honneur perdu à maltraiter les plus vulnérables d'entre nous.

**Aujourd'hui cet obscurantisme affecte nos pratiques d'aide, de soin et de prendre soin dans les champs médicaux, médico-sociaux et sociaux et concerne aussi bien la pratique privée que publique.**

Il porte gravement atteinte à la dignité des patients, réduits à n'être plus considérés que pour leur supposée dangerosité et voués en tant que tels à des contraintes humiliantes.

Le gouvernement s'attaque à l'enseignement, à la recherche et à la question de la formation, visant à effacer toute référence aux méthodes psycho dynamiques de soin et de compréhension du psychisme s'attelant à nier sans cesse la pensée, la parole et le sujet dans toute la dimension inconsciente qu'il comporte.

Il s'appuie pour mener son obscure entreprise sur un certain nombre d'universitaires engagés dans une démarche d'épuration vis-à-vis de ceux qui se réfèrent à la leçon freudienne et sur certains organismes de recherche dévoyés dans une approche plus scientiste que véritablement scientifique, réduisant, en particulier les humains à leur comportement et leur souffrance à une collection de symptômes dont il faudrait, selon eux, venir à bout au plus vite sans jamais se questionner sur un sens du symptôme mais en abrasant tout délire, toute déviance à l'aide de puissants psychotropes.

C'est ainsi que dans une cascade de décrets et propositions, après avoir vu la psychanalyse gravement mise en cause dans un rapport scandaleux, il a été proposé l'inquisition d'éventuels signes de déviance chez les enfants de trois ans et moins, prédictifs de leur éventuelle délinquance à venir.

Puis il a été décidé de mettre en oeuvre une « *perpétuité sur ordonnance* » chez les criminels condamnés à plus de 15 ans de réclusion en fin de peine du fait de leur « *particulière dangerosité* » et pour prévenir les récurrences potentielles.

Enfin le 2 décembre 2008 le président de la République visitant un hôpital psychiatrique dont les malades étaient retenus dans leurs chambres (comme les manifestants de Saint Lô et de Nîmes furent exclus de l'accès du centre ville !) a annoncé la mise en place de réformes dramatiques.

Celles-ci impliquent la mutation des professionnels du soin en gardiens, plus grave encore, elles induisent une évolution du statut de patient sujet de sa parole à celui de « *schizophrène dangereux* » juste bon à enfermer. Le préfet devient l'ordonnateur des soins « *Les experts donnent leur avis mais la décision, ce doit être l'Etat* » a déclaré N.Sarkozy à Antony.

Dans le même esprit la création d'une obligation de soins en ambulatoire est annoncée.

C'est ainsi que la plus haute autorité de l'Etat devant les soignants les représentants des patients et leurs familles a imposé cinq mesures liberticides, au prétexte de la réduction des risques non sans l'assentiment de certains.

L'enfermement est ainsi posé comme l'arme définitive contre une folie forcément dangereuse et « *géo localisable* » Pas un mot n'est dit sur la souffrance des patients, véritable enfermement intérieur, qui subissent au quotidien l'indifférence d'une société cherchant à se protéger ainsi de sa propre folie.

S'ajoute à ces mesures l'affirmation de la primauté du directeur de l'hôpital, véritable « patron », qui aurait seul le pouvoir d'orienter de décider de la politique de soins et de « sécurité ».

Enfin, nous avons aujourd'hui à déplorer les propositions du rapport Couty dans lequel nous voyons l'annonce de la destruction de la politique de secteur, nous laissant dans la position d'instruments d'un triple forfait auquel nous serions assignés : évaluer, expertiser et enfermer. Il est particulièrement instructif pour notre mouvement de remarquer que ce rapport ne tient aucun compte des vingt deux propositions issues des Etats Généraux de la Psychiatrie des 5, 6 et 7 juin 2003.

Trente neuf professionnels de plusieurs horizons, ont alors lancé un appel soutenu par plus de 20 000 signataires à ce jour, visant à restituer aux patients leur dignité, leur honneur à l'enseignement et à la recherche, leur éthique à nos pratiques.

Miguel de Unamuno cité par L. Bonnafé prête à Don Quichotte d'être descendu aux enfers et d'y avoir enlevé l'inscription laissée par Dante : « *vous qui entrez ici perdez tout espoir* » pour la remplacer par une sur laquelle on pouvait lire : « *vive l'Espérance !* »

Nous avons décidé de ne pas laisser l'air du temps saccager l'Espérance et considérant que ni les idées ni les lois ne sont forcément respectables ou légitimes nous nous donnerons tous les moyens de faire supprimer ou modifier ces dispositions sécuritaires ou d'en annuler l'effet sur la vie des patients comme sur l'expropriation progressive du droit de soigner dont nous refusons d'être les objets.

Face à la violence de l'Etat, il ne reste, chacun à sa place, et particulièrement dans nos métiers qu'à résister autant que possible. Nous affirmons donc ici notre ardente obligation à ne pas mettre en oeuvre les propositions dégradantes d'exclure du paysage social les plus vulnérables.

On observe aujourd'hui un recul des limites de l'Etat de droit (cf. Juge Portelli, Appel des appels du 31 janvier), permis par le développement de l'idéologie sécuritaire par exemple, avec le projet de rétention de sûreté, "*abjection philosophique et juridique*" (cf. Juge De Pas, Appel des appels ibid) ou avec le dépistage, dès l'enfance, des futurs délinquants, ou encore la prétention de "juger les fous", en mettant en avant une intention compassionnelle envers les victimes.

Refusant la résignation devant cette mutation idéologique, ne pouvant accepter de rester impuissants lorsque seront en jeu l'honneur et le bien-fondé de nos pratiques, considérant que « *Ce qui fait l'injustice, ce n'est pas tant la loi injuste que l'obéissance à la loi injuste* », nous proposons à ceux qui nous ont rejoints et à ceux qui le feront plus tard :

- D'interpeller les préfets représentants de l'Etat chaque fois qu'une de leurs décisions concernant nos patients nous paraît arbitraire.
- D'appeler à la création d'un collectif d'avocats pour défendre les droits des patients.
- De refuser toute participation au processus de rétention administrative (de l'expertise à la création de centres).
- De refuser les modalités actuelles de certification ou de les critiquer auprès des enquêteurs.

La certification, menée sous l'exclusive d'une évaluation telle qu'elle est pratiquée dans l'industrie et donc sans rapport avec nos pratiques, s'emploie à mettre celles-ci à la norme selon des critères où la complexité et la singularité de chacun n'auraient plus leur place et où la dimension relationnelle ne serait pas prise en compte.

– De refuser, chacun dans le champ de sa pratique, de participer aux diverses instances auxquelles nous participons aujourd'hui (action à laquelle appellent aussi la CPH et l'INPH)

– D'instituer un nouveau dialogue avec les familles et avec les associations d'usagers.

– De lutter contre le projet de loi « Hôpital, Patient, Santé, Territoire » et de considérer l'intérêt des synergies avec « l'Appel des Appels », « la Politique de la Peur » et de participer donc activement aux Etats Généraux des Droits et des Libertés.

– Tirant les leçons d'années où nous nous sommes montrés trop soumis à un discours sur la psychiatrie dans lequel nous ne nous reconnaissons pas, nous proposons enfin que se crée partout un vaste mouvement de mise en lien de nos références théoriques, de nos orientations, de notre expérience, grâce à un Forum Itinérant dont la réunion du 26 janvier à Reims a constitué les prémisses, traitant thème par thème des grandes questions qui traversent nos métiers. Des collèges locaux de réflexion tels que ceux proposés par J. Oury pourraient permettre d'en préparer le déroulement.

Nous vous convions aujourd'hui à créer ce mouvement pour tenter de refonder une psychiatrie où il ne serait pas interdit de penser, au sens où, comme le dit Jean Luc Nancy « *entrer dans cette pensée, c'est agir déjà. C'est être dans la praxis par laquelle se produit un sujet transformé plutôt qu'un produit conformé, un sujet infini plutôt qu'un objet fini* »

Votre réponse massive à l'appel des 39 comme le nombre d'inscrit au meeting du 7 février laissent bien augurer de notre capacité à créer ce mouvement qui devra devenir un interlocuteur majeur dans les rudes combats qui nous attendent.

## Un espace de convergence intersyndical est né des convergences de ceux d'en bas :

**Avertissement :** L'espace de convergence intersyndical du Nord Pas de Calais est issu d'un appel né du double constat :

- l'insuffisance des journées d'actions sans lendemain dû pour une bonne part à la « *timidité revendicative* » (pour être très polis) du syndicalisme français,
- la nécessité de construire un tous ensemble face à la crise aux licenciements, aux attaques contre tous les services publics, face au patronat, face à Sarkozy et au pouvoir, dont ne veulent pas les directions des confédérations syndicales. Nous savons bien sûr que la grève générale ne se décrète pas. Nous savons pourtant qu'elle se construit : comme en Martinique et en Guadeloupe.

Nous reproduisons ci-dessous les 2 derniers communiqués, ainsi que le texte de L'appel et ses signataires : vous pouvez signer en ligne sur

[www.appelmilitant.org](http://www.appelmilitant.org) Pour tout contact :  
[appel.militant@laposte.net](mailto:appel.militant@laposte.net)

**Communiqué n° 1 de l'espace de convergence intersyndical,  
Issu de l'appel de syndicalistes du Nord-Pas-de-Calais,  
Réuni en Assemblée Générale ce 11 février.**

### ***AVEC LES GREVISTES DE LA GUADELOUPE ET DE LA MARTINIQUE TOUS ENSEMBLE CONTRE L'EXPLOITATION !***

*Depuis le 20 janvier une grève générale dure et perdure en Guadeloupe et s'étend à la Martinique. Le mouvement social et syndical en Métropole ne peut rester indifférent face à la détermination d'une population qui ne veut plus vivre dans la misère, qui ne veut plus de l'injustice sociale et de la vie chère.*

### ***LE COMBAT DES GREVISTES DE LA GUADELOUPE ET DE LA MARTINIQUE EST AUSSI LE NOTRE !***

*L'Etat et les patrons doivent céder aux revendications portées par les travailleurs, les chômeurs et par toute la population des Antilles françaises.*

### ***LEURS REVENDICATIONS SONT LES NOTRES !***

*L'espace de convergence intersyndical du Nord-Pas-de-Calais appelle toutes les organisations populaires ; syndicats, associations et partis à manifester leur solidarité et à engager l'action sur leurs propres revendications. Nous appelons à un rassemblement **le samedi 14 février à 15H00 Place de la République à Lille***

Lille le 11 février 2009

**Communiqué n° 2 de l'espace de convergence intersyndical  
Issu de l'appel de syndicalistes du Nord-Pas-de-Calais,  
Réuni en Assemblée Générale ce 11 février.**

**L'URGENCE SOCIALE IMPOSE LA MOBILISATION !**

*Les salariés, chômeurs, retraités, étudiants, ne peuvent attendre. Pendant que le gouvernement consulte les organisations syndicales, les licenciements et suppressions d'emplois se multiplient.*

**3490 suppressions d'emplois** dans le secteur automobiles pour 16 entreprises du Nord-Pas-de-Calais ;

**1356 suppressions d'emplois** dans le secteur de la vente par correspondance dans les seules entreprises de La Redoute et 3 Suisses à Roubaix sur les **2600 sur le plan national** ;

**1000 suppressions d'emplois** de professeurs dans l'académie sur les **13500 au niveau national** ;

**1500 suppressions** de contrats et de postes dans les hôpitaux publics de la région sur les **20.000 au niveau national**.

*Pendant que le gouvernement dilapide des centaines de Milliards d'euros pour les Banques et les grandes entreprises, il n'y a pas un centime pour les services publics et les besoins de la population. Dans le public comme dans le privé, ce sont des centaines de milliers de suppressions de postes et de licenciements qui sont annoncés.*

**Ce n'est pas à la population de payer la crise !**

*Nous étions des millions le 29 janvier pour dire NON à la politique du gouvernement. Parce qu'unis nous sommes forts, il faut, tous ensemble, continuer la mobilisation pour imposer d'autres choix comme le fait la population en Guadeloupe et en Martinique.*

*Contre les licenciements, pour l'indemnisation du chômage partiel à 100%, contre la précarité, pour la défense du service public et l'arrêt des suppressions d'emplois publics, pour la défense des retraites, de la santé et de la protection sociale, pour le relèvements de 300€ des salaires et de tous les minimas sociaux, ...*

**... Sans attendre le 19 mars, nous appelons à faire converger les luttes professionnelles, à soutenir et à participer aux manifestations :**

**LE 16 FEVRIER A 14H30 PORTE DE PARIS A LILLE**

**A L'APPEL DES SALARIES ET ETUDIANTS DE L'EDUCATION NATIONALE ;**

**LE 19 FEVRIER A 10H30 SOUS-PREFECTURE DE VALENCIENNES (RUE DES DENTELLIÈRES), A**

**L'APPEL DES SALARIES DU SECTEUR DE LA METALLURGIE, DU SECTEUR SOCIAL, DE LA VPC ;**

**LE 19 FEVRIER A 14 H GRAND PLACE A LILLE, A L'APPEL DES SALARIES DU SECTEUR SOCIAL CONTRE LA REMISE EN CAUSE DE LA CONVENTION COLLECTIVE 1966, DES SALARIES DE LA SANTE CONTRE LA LOI BACHELOT QUI LIVRE AUX PROFITS ET AUX ACTIONNAIRES LE SERVICE PUBLIC DE SANTE.**

**LILLE LE 11 FEVRIER 2009**

**Le texte de L'appel et les Signataires**

La crise du capitalisme s'emballer, d'ailleurs les suppressions d'emplois s'accroissent notamment à Renault, Peugeot, Sevelnor, Arcelor et toute la sous-traitance industrielle, dans la VPC, La redoute, les 3 suisses et bien d'autres encore ; le chômage repart fortement à la hausse.

Dans son allocution à Toulon le 26 septembre 2008, Sarkozy, face à cette crise, a annoncé la couleur pour les travailleurs de ce pays : « La crise appelle à accélérer le rythme des réformes, en aucun cas à l'arrêter ou le ralentir ».

 **Solitaires**  
Union Syndicale  
Santé - Sociaux

Ces derniers mois, nous avons pétitionné et participé à une succession de journées d'action avec

débrayages ou grèves et à des manifestations de rue...

- pour nos salaires, nos retraites, nos conditions de travail, le maintien des 35 h, la défense de la recherche, de la télé publique, du Code du travail et du statut de fonctionnaires, nos conventions collectives, la défense et l'amélioration des indemnités chômage et pour le maintien des Hôpitaux publics...
- contre les franchises médicales, les licenciements, le chômage partiel, les suppressions des postes à France Télécom, ... et dans tous les services public(s) et la Fonction Publique, à commencer par l'Education nationale.

Pourtant ni le gouvernement ni le Medef n'ont bougé.

Et nous syndicalistes avec les salariés, les retraités, les chômeurs, les jeunes nous en avons assez d'être baladés de journées d'action en journées d'action éclatées et sans continuité ...

Faute d'une riposte généralisée, le gouvernement fera passer toutes ses contre-réformes...

Et ça, nous ne l'acceptons pas !

Aussi nous appelons l'ensemble des directions syndicales et les salariés qu'ils soient du public ou du privé, à tout mettre en œuvre pour faire converger les mécontentements et fédérer les revendications; Pour faire front tous et toutes ensemble et en même temps, de façon prolongée.

Les thèmes des revendications communes ne manquent pas : salaires, pouvoir d'achat, emplois, protection sociale et retraite, garanties collectives, défense des services publics et de la fonction publique, libertés démocratiques et citoyennes...

En cela nous pensons que l'appel intersyndical et interprofessionnel et les puissantes manifestations du 29 janvier doivent être un véritable point d'appui pour préparer et réunir les conditions d'une grève générale et reconductible. Il est temps d'agir ensemble, en même temps et sur les mêmes revendications qu'on soit du privé, des services publics ou de la fonction publique, actifs, en CDI ou précaires, privés d'emploi ou retraités.

**Nous appelons tous les jeunes, salariés et chômeurs, militants, quelle que soit leur appartenance syndicale, syndiqués ou non à agir ensemble, à faire vivre un espace de convergence et de débat intersyndical de tous ceux qui partagent ce point de vue en organisant :**

- dans toutes les entreprises, écoles, universités, des assemblées générales,
- la solidarité avec les conflits en cours, en faisant qu'aucune lutte, particulièrement celles des salariés victimes du chômage technique et des licenciements ne demeure isolée face à un patronat tout puissant et un pouvoir autiste,
- la convergence et la coordination des luttes de la jeunesse, des salariés, des chômeurs et des retraités qui permettront de construire une riposte interprofessionnelle.

Adopté le 29 janvier 2009 à Lille

**PREMIERS SIGNATAIRES DE L'APPEL :**

ADAMS RAYMOND **SNES FSU** - AGNOLETTI JEAN WILLIAM **SUD SANTE-SOCIAUX** - ANGELINI JEAN-JACQUES **SNUIPP** - ANDREAU DIDIER **CGT AFERTES ARRAS** - AYMARD LIONEL **CGT VILLE DE LILLE** - BÂCLE BENEDICTE **SUD CG 59** - BARCZYK JEAN PIERRE **FCE CFTD EDF RTE** - BARDET **CGT CRAM** - BARDI GREGORY **SUD COLLECTIVITES-TERRITORIALES** - BASTIANI JEAN-CLAUDE **SUD SANTE-SOCIAUX** - BELOUZE MARIE-CLAUDE **SNES** - BERTHOLLE PATRICK **SUD-PTT** - BETTINGER CARL **SUD COLLECTIVITES-TERRITORIALES CCAS CALAIS** - BILBAUT CELINE **SUD SANTE-SOCIAUX** - BILLIAU MICHEL **CGT VILLE DE LILLE** - BODART FRANCOIS **SUD EDUCATION** - BON PHILIPPE **SUD RECHERCHE EPST** - BOONE COLETTE - BOUFFIER ARNAUD **SNES** - BOURLA PHILIPPE **FAPT CGT** - BOUVIER LUDOVIC **CGT METTALLURGIE** - BOUZAT MARIE **CGT EDUCATION** - CABOCHE STEPHANIE **SNES FSU** - CALLANT CEDRIC **CGT VILLE DE LILLE** - CAREMEL PHILIPPE **SNPES.PJJ.FSU** - CARLIER MARTINE **SGEN-CFTD** - CARON GREGORY **SUD-VPC** - CAUFRIEZ PHILIPPE **CGT COMMUNAUX DE BULLY LES MINES** - CHARPENTIER FLORENCE **SUD** - CHEVALLIER ALEXANDRE **SUD EDUCATION** - CHWALKOWSKI DANIEL **FO VILLE DE VILLENEUVE D'ASCQ** - CROLOT CHARLINE **FO CH-DRON** - DAGAND YVES **SUD-ENERGIE** - DANS WILLY **SUD-RAIL** - DARGENT THOMAS **SUD TRAVAIL-AFFAIRES SOCIALES** - DAUX ERIC **CGT MYRIAD METAUX DE BASTIANI JEAN-CLAUDE SUD SANTE-SOCIAUX** - DECOUZON CYRIL **NON SYNDIQUE CHOMEUR** - DEFRANCE BENOIT - DELANNOY JEAN PIERRE **CGT-**



**METTALURGIE REGION - DELANNOY NADINE SUD - DELBAERE SAMUEL SUD - DELCROIX ANDRE SUD RETRAITES - DELGADO TATIANA CGT CARREFOUR - DELHAYE HENRI SUD AUTO SEVELNORD- DELHAYE NICOLE - DELINOTTE DIDIER SUD-PTT - DELISSEN MARC CGT DIRNORD - DENRY MARIE-PAULE SNPESPJJFSU - DESCAMPS OLIVIER SUD-RAIL - DESCORDE RENE SUD-RAIL - DESPLECHIN MARIE-NOËLLE - DESWASIERE CHRISTOPHE SUD SANTE-SOCIAUX - DETOEUF BARBARA CFTD - DETOUE BARBARA CFTD - DEWAELE CHANTAL SNES -DOUDELET CATHERINE SUD SANTE-SOCIAUX - DROUART FABIEN - DUBREUIL DAVID CGT FAPT -DUBRUL MARC CGT EPSMAL - DUFOSSÉ EMILIE - DUHAMEL DAVID - DUHAMEL SAMUEL - DUMETZ AUREORE CGT - DUPONT ANNE-MARIE SUD SANTE-SOCIAUX - DUMON PHILIPPE CGT-METTALURGIE - DUPRE OLIVIER CGT-EQUIPEMENT ENVIRONNEMENT-CETE - DUPUIS ODILE SUD SANTE-SOCIAUX - DUSSART OLIVIER CGT-ENVIRONNEMENT-EQUIPEMENT - DUTILLEUX ANNE SUD COLLECTIVITES-TERRITORIALES - DUTRON GUY SUD-CNP - DUVAL SEVERINE SNES - ECKEL DIDIER - EHANNO MARIE SUD-EDUCATION 02 - ELACHI FATHIA - ENJALRAN STEPHANE SUD-EDUCATION - ENTE JULIEN SUD-EDUCATION - - FEVRIER DAMIEN SUD-RAIL - FLOURY PHILIPPE SUD-RAIL- FOURDRINE MARYSE SUD SANTE-SOCIAUX - FOLLET GILBERT NON SYNDIQUE - FRANCHOMME NATHALIE NON SYNDIQUE - FRISON FREDERIQUE SNES - GALLEGUILLOS MARIA LILIAN MILITANTE - GHESQUIERE MONIQUE SUD-TRAVAIL - GODEAU YANN FAPT - GOLDBERG FLORENCE SUD SANTE-SOCIAUX - GOUVERNEUR GERY C.G.T. SANTE-ACTION SOCIALE - GRIMAUD GERALDINE FSU / SNUIPP - GROFF CINDY C.G.T SYNPTAC - GRUNERT FABRICE CGT - GRYSOLE PIERRE SUD SANTE-SOCIAUX - GUES MARIE-NOËLLE CGT-EDUC - HANICOT JEAN CLAUDE SUD SANTE-SOCIAUX -HARS LUDOVIC - HEEMS PAUL CGT CG59 - HENNION BERNARD SUD SANTE-SOCIAUX - HORN FRANCOIS SNESUP FSU HOUSEAUX ANDRE CGT - HUYGHES MARIE PIERRE SNUDI-FO CALAIS - ISNARD BERTRAND SUD SANTE-SOCIAUX - JACQUET ROMAIN - JAMOTTE GISELE CGT CG59 - JUIN GREGORY FO BULLY LES MINES - JURASIK PASCAL SNPES PJJ FSU - KONIECZKA JEAN - KOUADIO COLETTE SUD-EDUCATION - LACAZE JACQUES RETRAITE CGT-LECONTE CYRIL SOLIDAIRES -LEFEBVRE JEAN-FRANÇOIS - LEFEBVRE OLIVIER SNADGI-CGT AISNE - LEMOINE JEAN-MICHEL CGT FNTE DOUAI - LEPERS ALAIN - LETOT DIDIER SUD-EDUCATION 02 - LHOEZ MARC SUD SANTE-SOCIAUX - LIETAERT THOMAS SNPES-PJJ-FSU - LOUIS PASCAL SUD-BANQUES - LOURDAUX JANE SUD - MACHART JEAN-PIERRE RETRAITES - MAES GUILLAUME F.O. LYCEES ET COLLEGES - MALFOY J.PIERRE SUD-RAIL - MANCINELLI BRUNO CGT-CONSTRUCTION - MAUPOINT MARIE PIERRE SUD-TRAVAIL - MERLEVEDE YANN SUNDEP-SOLIDAIRES - MATHIEU FREDDY FGTB - MIKLIN MATTHIEU SUD SANTE-SOCIAUX - MULLIE PASCAL SUD-CULTURE - NASSOY JEROME SNES - NAVEAU MARIE-BERNARD SUD SANTE-SOCIAUX - NIEDDU VLADIMIR SUD SANTE-SOCIAUX - OKONIEWSKI RUDY CGT - OTTIN FAUSTINE SNUIPP FSU - PACHOLCZYK PARENT JULIEN SUD SANTE-SOCIAUX - PATRICK SUNDEP-SOLIDAIRES - PARMENTIER FRANÇOISE - PATTIN MARTINE FO - PAUWELS JAN SUD SANTE-SOCIAUX - PECARD ANTOINE ATTAC LILLE - PETIT JEAN-CLAUDE SNES FSU - PICHON JEANNINE SNUIPP AISNE - PIENIEZNY LUCIE - PILAREK JEAN MICHEL SUD - PIRA OLIVIER SUD SANTE-SOCIAUX - POUILLE AMELIE SUD-ETUDIANT-E - RAMBAUT MYRIAM SUD SANTE-SOCIAUX - RICHEL NORBERT CGT VILLE DE LILLE - RIMBOUD CECILE MILITANTE - ROBELIN MATHIEU SNESUP - ROGER JEAN YVES SUD-RURAL - ROUITI MEHDI - ROUITI NACER - ROUX SYLVAIN SUD - RYELANDT JOCELYNE CGT - SAID HEDOUGA RACHID SUD SANTE-SOCIAUX - SALTARELLI VICTORIA SUD-EDUCATION - SAVIGNAN PHILIPPE CGT-METALLURGIE - SCALI DAMIEN UNEF - SEILLIER.FRANÇOISE - SERGEANT DAVID SUD SANTE-SOCIAUX - SMAGGHE LAURENCE - SOLEILHAVOUP BASTIEN CGT-EDUCACTION - TAILLIEU JACQUES CGT DES COMMUNAUX DE BRUAY-LA-BUISSIERE - THERY FRANCK CGT SEVELNORD - THIERY DOMINIQUE SUD-CT - TISON GAETAN - TOURTOIS OLIVIER - TRENEUL OLIVIER SUD CONSEIL GENERAL DU NORD - TULLIER DANIEL CGT -TURBIEZ FRANCOISE CGT - URBANSKI NADINE - VANMAIRIS WILLIAM SUD-RAIL - VAN PRAET ALAIN PRESIDENT CSC-TRANSCOM PROVINCE DU HAINAUT - VAN THORRE DAVID SUNDEP-SOLIDAIRES - VANRIETVELDE PHILIPPE SNPES-PJJ - VERTAIN ALAIN SUD - VERTAIN STEPHANIE SUD-RAIL - VIGNEAU JEAN PHILIPPE COLLECTIF TRAVAILLEURS SOCIAUX EN FORMATION - VISEUX JEAN CHRISTOPHE CGT COMEDIEN VUYLSTEKER JOËL FSU - WATTEL ANNE SNES FSU - WOZNAK MARC**

## Un appel unitaire pourquoi ?

**Il est né du constat, largement partagé, des difficultés pour construire des perspectives de mobilisation afin de résister aux attaques tous azimuts que nous subissons. Que nous soyons salariés, employés ou privés d'emploi, du secteur public ou du privé, ou étudiants.**

Au delà des nécessaires journées d'action, des débrayages et des grèves de 24 heures, **il faut créer les conditions du tous ensemble**, de la convergence et donc de l'unité pour défendre nos revendications et obtenir satisfaction. Tous les salariés, tous les syndicalistes, les équipes militantes, les directions des organisations syndicales à tous les niveaux. **Tout le monde est concerné.**

Cet appel a pour ambition:

- d'exprimer l'exaspération devant l'incapacité d'opposer une riposte à la hauteur, face aux mauvais coups du gouvernement et du MEDEF;
- de contribuer à créer des cadres de discussion nécessaires pour que la question des perspectives d'un mouvement d'ensemble soit débattue le plus largement possible ;

- d'aider à ce que ce débat soit porté dans le maximum de secteurs, par le maximum de salariés, de militants, d'équipes et d'instances syndicales ;
- que tous ensemble nous décidions de la meilleure perspective possible et que nous nous donnions les moyens d'y parvenir ;

Cet appel de syndicalistes de la région Nord-Pas-de-Calais a donc pour vocation d'être signé par toutes celles et ceux qui partagent tout ou partie de ces préoccupations. Il peut aussi être pris en charge par les structures syndicales qui le souhaitent pour s'en saisir comme outil de réflexion. Il peut aider à définir des perspectives permettant de répondre au défi que doit relever le monde du travail avec ses organisations syndicales.

**Il veut dépasser le simple aspect pétitionnaire, insuffisant face aux défis lancés pour susciter à tous les niveaux, dans tous les secteurs du salariat, des cadres d'échanges permanents.**

Nous décidons de nous constituer en Collectif pour fédérer les initiatives diverses en train de voir le jour, sur la base d'un programme de revendications immédiates vitales pour nous tous :

- L'interdiction des licenciements, des suppressions d'emploi, l'indemnisation à 100% de chômage partiel ;
- L'augmentation générale des salaires, des retraites et de toutes les allocations, leur indexation sur le coût de la vie ;
- Le retour aux 37,5 annuités pour tous, retraite calculée sur les 10 meilleures années dans le privé ;
- Le blocage des prix, blocage des loyers, réquisition des appartements vacants ;
- Le CDI comme seul contrat de travail ;
- Le rétablissement de tous les postes et services publics supprimés ;
- L'abrogation de toutes les lois réactionnaires contre les immigrés. La fermeture des centres de rétention. La régularisation immédiate de tous les sans papiers ;
- L'abrogation de toutes les lois et mesures réactionnaires prises par ce gouvernement et les précédents etc.
- LA défense de l'Hôpital public et de l'accès aux soins pour tous ;
- La défense et l'amélioration de tous les services publics ;

Les directions de nos syndicats doivent rompre tout dialogue ou concertation sur les plans du gouvernement et du Medef qui n'aboutissent qu'à les faire passer.

Elles doivent cesser d'appeler à des journées d'action, les unes après les autres, dont chacun sait qu'elles sont totalement inefficaces et ne servent qu'à empêcher l'unification de tous les travailleurs contre le gouvernement.

**Si elles ne veulent pas l'entendre, nous devons nous organiser pour l'imposer, parce que les syndicats sont à nous !**



### ***Nous ne voulons pas payer leur crise !***

***Après s'être réjoui des aides de 3 milliards d'euro*** promises par le Président de la République le 5 février, le groupe PSA, n'a pas tardé à démontrer toute l'hypocrisie et l'arrogance du patronat en annonçant un plan de 11.000 suppressions d'emplois en Europe en 2009, dont 6.000 à 7.000 en France. C'est une nouvelle démonstration de la volonté du MEDEF d'approfondir les inégalités sociales, et d'empocher tous les cadeaux du pouvoir comme par exemple la suppression de la taxe professionnelle.

***Dans la région Nord Pas de Calais sur seulement 18 entreprises de la métallurgie et de la VPC (674 nouvelles suppressions d'emplois ont été annoncées aux trois suisses aujourd'hui) ce sont plus de 5000 emplois qui sont supprimés depuis le 1<sup>er</sup> janvier.***

### ***Nous ne voulons pas de discours : nous avons besoin de mesures d'urgence !***

***Arrêt des licenciements, indemnisation à 100% du chômage partiel***, car les salariés n'ont pas à payer la crise par le chômage alors que les entreprises accumulent les profits !  
***Augmentation générale des salaires de 300 €, des pensions, du RMI et des minima sociaux à 1500 €,*** parce que les salarié-e-s n'ont pas à payer la crise alors que patronat et actionnaires engrangent toujours dividendes et rémunérations exorbitantes !  
***Des moyens supplémentaires et de nouvelles orientations pour les services publics***, pour que les droits fondamentaux (santé, éducation, transport, communication, etc.) soient accessibles à toute la population !

***Des moyens pour la protection sociale***, l'interdiction des profits sur la santé, le relèvement des retraites et pensions avec un départ à 60 ans à taux plein et 55 ans pour les travaux pénibles.

***Les 14, 16 et 19 février dans le Nord Pas de Calais***, L'Union syndicale Solidaires 59/62 soutient la légitime colère des victimes du capitalisme et sera présente aux initiatives de convergences des luttes, auxquelles les salariés de tous les secteurs professionnels sont appelés à exprimer leurs légitimes revendications appelées :

***LE 14 FEVRIER A 15 H PLACE DE LA REPUBLIQUE A LILLE, EN SOLIDARITE AVEC LA GREVE GENERALE DE GUADELOUPE ET MARTINIQUE.***

***LE 16 FEVRIER A 14H30 PORTE DE PARIS A LILLE A L'APPEL DES SALARIES ET ETUDIANTS DE L'EDUCATION NATIONALE ;***

***LE 19 FEVRIER A 10H30 SOUS-PREFECTURE DE VALENCIENNES (RUE DES DENTELLIERS), A L'APPEL DES SALARIES DU SECTEUR DE LA METALLURGIE, DU SECTEUR SOCIAL, DE LA VPC ;***

***LE 19 FEVRIER A 14 H GRAND PLACE A LILLE, A L'APPEL DES SALARIES DU SECTEUR SOCIAL CONTRE LA REMISE EN CAUSE DE LA CONVENTION COLLECTIVE 1966, DES SALARIES DE LA SANTE CONTRE LA LOI BACHELOT QUI LIVRE AUX PROFITS ET AUX ACTIONNAIRES LE SERVICE PUBLIC DE SANTE.***

jeudi 12 février 2009

Retrouvez **SUD**actualités sur :

[sudsantesociaux5962.org](http://sudsantesociaux5962.org)